

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 304

[C — 99/27053]

**10 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à une aide spéciale dans le secteur du porc.
Garantie de la Région wallonne sur un crédit spécial de fonds de roulement**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'Investissement agricole, modifiée par les lois des 29 juin 1971, 15 mars 1976, 3 août 1980 et 15 février 1990;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 relatif aux aides en agriculture;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 8 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans retard des mesures d'aide spéciale en faveur des éleveurs de porcs en conséquence de la crise sans précédent qu'ils traversent et des pertes subies;

Considérant qu'il est impératif d'aider ces agriculteurs proches de la cessation de paiement vu les marasmes des prix les pénalisant gravement et mettant à mal leur trésorerie;

Considérant la concertation avec les organisations représentatives des agriculteurs réunies en Front vert le 1^{er} décembre 1998;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Aux agriculteurs à titre principal, et dont les recettes de la spéculation porcine atteignent au moins 20 % des recettes globales de l'exploitation, la garantie de la Région wallonne peut être accordée, à leur demande sur un crédit de fonds de roulement, conformément aux dispositions suivantes.

Art. 2. Le montant du crédit est calculé sur base de 8 000 FB par truie. Le nombre de truies est celui repris sur la facture de la cotisation obligatoire au fonds de la santé animale pour l'année 1998, dont les agriculteurs joindront copie en annexe de leur demande.

Il n'est pas accordé de garantie pour un montant de crédit par exploitation inférieur à 80 000 FB, ni pour un montant de crédit par exploitation supérieur à 1 200 000 FB.

Art. 3. Le crédit obtenu auprès d'un organisme de crédit agréé bénéficiera automatiquement d'une garantie de la Région wallonne de 75 % du montant. Ce crédit sera remboursable en trois ans.

Art. 4. L'octroi de la garantie est en outre soumis aux conditions suivantes :

— le demandeur doit introduire, pour le 28 février 1999 au plus tard auprès d'un organisme de crédit agréé, une demande de crédit répondant aux conditions du présent arrêté;

— le demandeur s'engage à continuer l'exploitation, personnellement ou par un de ses ayants droit, au moins jusqu'au 31 décembre 1999;

— le demandeur s'engage à ne déposer qu'une demande auprès d'un seul organisme de crédit, en vertu du présent arrêté;

— le demandeur s'engage à répondre à toute requête du responsable de la circonscription agronomique du ressort, qui vise à vérifier le respect des dispositions du présent arrêté.

Art. 5. Les organismes de crédit doivent faire parvenir à la Direction des Structures de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne la liste des crédits consentis en vertu du présent arrêté au plus tard le 31 mars 1999.

Cette liste mentionnera les renseignements suivants :

— nom, prénom, numéro de producteur, numéro de l'exploitation et adresse complète du demandeur;

— montant du crédit prévu à l'article 2.

Cette liste sera accompagnée d'une copie de la déclaration sur l'honneur prévue à l'article 4, ainsi que d'une copie de la facture de la cotisation obligatoire au fonds de la santé animale pour l'année 1998 de chaque exploitation.

Les organismes de crédit s'assureront du respect des conditions d'octroi énoncées à l'article 4.

Le calcul du pourcentage des recettes issues de la spéculation porcine est établi sur base des marges brutes standard moyennes par production établies par le centre de recherche en économie agricole et conformément au tableau repris en annexe.

Art. 6. Sans préjudice de sanctions pénales contenues dans l'arrêté royal du 31 mai 1933 au sujet des déclarations en matière de subvention, la garantie prévue par le présent arrêté est refusée aux demandeurs qui ont fait une déclaration qui, après vérification, s'avère fautive en tout ou en partie ou qui ne respecte pas l'engagement précisé à l'article 4, dernier alinéa.

L'administration est fondée à recourir à tous moyens de droit en vue de procéder à la vérification des déclarations et au retrait de la garantie régionale.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 8. Le Ministre de l'Agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe

Numéro d'exploitation :
Nom : Prénoms (ou nom du gérant) :
Rue n°
Code postal : Commune :

Marges brutes standard moyennes (92/93 – 96/97)

Désignation des productions	I Marges brutes Standard (FB)	II Nombre
Productions végétales :		(ha : a)
Froment d'hiver	46.240	
Froment de printemps et épeautre	37.150	
Seigle	33.900	
Orge d'hiver	37.320	
Orge de printemps	29.890	
Avoine	32.950	
Maïs grain	38.150	
Autres céréales et mélanges de céréales	37.350	
Pois secs, fèves, féveroles, vesces, lupins doux	34.820	
Autres légumes secs (haricots, mélanges de céréales et de légumes, ...)	33.130	
Pommes de terre (plants y compris)	81.570	
Betteraves sucrières	84.880	
Tabac	465.380	
Houblon	165.000	
Plantes oléagineuses	23.200	
Plantes médicinales, aromatiques et condimentaires	59.000	
Autres plantes industrielles	46.100	
Pois et haricots nains, récoltés verts pour l'industrie de la transformation	47.500	
Autres légumes frais en cultures de plein champs	110.200	
Semences et plants agricoles	71.700	
Jachères non aidées	0	
Jachères avec aide sans exploitation économique	16.950	
Autres cultures des terres arables	36.700	
Légumes frais en cultures maraîchères intensives de plein air	434.900	
Fraises en cultures de plein air	1.398.350	
Autres fleurs et plantes ornementales de plein air	1.957.600	
Arbres fruitiers et baies	350.400	

Désignation des productions	I Marges brutes Standard (FB)	II Nombre
Productions animales	Têtes	
Bovins de moins de 1 an, mâles	15.700	
Bovins de moins de 1 an, femelles	11.000	
Bovins de 1 à moins de 2 ans, femelles	11.350	
Bovins de 2 ans et plus, femelles	8.650	
Vaches laitières	48.493	
Bovins de 1 à moins de 2 ans, mâles	18.070	
Bovins de 2 ans et plus, mâles	22.390	
Vaches nourrices	16.220	
Equidés	7.760	
Ovins	1.930	
Caprins	9.920	
Porcs à l'engrais	2.720	
Truies reproductrices	11.071	
Porcelets de moins de 20 kg	2.720	
Poulets de chair	41	
Poules pondeuses	64	
Marge brute standard totale estimée (somme IxII)		
Marge brute standard issue des productions porcines		
	soit	%
Lu et approuvé, l'exploitant (signature)	(date)	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 1998 relatif à une aide spéciale dans le secteur porcin : octroi de la garantie régionale sur un crédit spécial de fonds de roulement.

Namur, le 10 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 304

[C - 99/27053]

10. DEZEMBER 1998

**Erlaß der Wallonischen Regierung über eine Sonderbeihilfe im Bereich des Schweinefleisches
Bürgschaft der Wallonischen Region für einen Umlaufvermögensonderkredit**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in seiner abgeänderten Fassung vom 8. August 1988, des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen und des Sondergesetzes vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Struktur des Staates;

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines landwirtschaftlichen Investitionsfonds, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Juni 1971, 15. März 1976, 3. August 1981 und 15. Februar 1990;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Region vom 17. Juli 1997 über Beihilfen in der Landwirtschaft;

Aufgrund des am 8. Dezember 1998 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, in seiner durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß den Schweinezüchtern, die aufgrund einer bisher in diesem Ausmaß nie dagewesenen Krise schwere Einbußen hinnehmen müssen, unverzüglich eine Sonderbeihilfe zu gewähren ist;

In Erwägung der zwingenden Notwendigkeit, diesen Landwirten eine Beihilfe zu gewähren, da sie aufgrund der Preiseinbrüche, die sie stark benachteiligen und ihrer Finanzlage schaden, am Rande der Zahlungsunfähigkeit stehen;

In Erwägung der Konzertierung vom 1. Dezember 1998 mit den repräsentativen Vereinigungen der Landwirte, die sich zu einer gemeinsamen « grünen Front » versammelt haben;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - Den hauptberuflichen Landwirten, deren betriebliche Gesamteinnahmen zu wenigstens 20 % aus der Schweinespekulation entstehen, kann auf ihre Anfrage hin eine Bürgschaft der Wallonischen Region für einen Umlaufvermögensonderkredit zu den nachstehenden Bedingungen gewährt werden.

Art. 2 - Der Betrag des Kredites wird auf der Grundlage von 8 000 BEF pro Sau berechnet. Die Anzahl Säue wird ersichtlich aus der Rechnung des Pflichtbeitrags an den Fonds für Tiergesundheit für das Jahr 1998, von der die Landwirte in der Anlage zu ihrem Antrag eine Abschrift beifügen.

Die Bürgschaft wird nicht gewährt, wenn der Betrag des Kredites pro Betrieb unter 80 000 BEF oder über 1 200 000 BEF liegt.

Art. 3 - Für den bei einer anerkannten Kreditanstalt erhaltenen Kredit wird automatisch eine Bürgschaft der Wallonischen Region gewährt, die 75 % des Betrags abdeckt. Dieser Kredit ist über einen Zeitraum von drei Jahren zurückzuzahlen.

Art. 4 - Die Bürgschaft wird zudem nur gewährt, wenn folgende Bedingungen erfüllt werden:

— der Antragsteller muß spätestens bis zum 28. Februar 1999 bei einer anerkannten Kreditanstalt einen Kreditantrag eingereicht haben, der den durch den vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen entspricht;

— der Antragsteller verpflichtet sich, den Betrieb persönlich weiterzuführen oder durch einen Bezugsberechtigten weiterführen zu lassen und zwar mindestens bis zum 31. Dezember 1999;

— der Antragsteller verpflichtet sich, im Rahmen des vorliegenden Erlasses nur einen einzigen Antrag bei einer einzigen Kreditanstalt einzureichen;

— der Antragsteller verpflichtet sich, auf jede Anfrage des Verantwortlichen des betreffenden Agrarbezirks zu antworten, die darauf abzielt, die Beachtung der Vorschriften des vorliegenden Erlasses zu überprüfen.

Art. 5 - Die Kreditanstalten sind verpflichtet, dem Ministerium der Wallonischen Region, Generaldirektion der Landwirtschaft, Direktion der Strukturen, die spätestens am 31. März 1999 abgeschlossene Liste der Kredite zu übermitteln, die gemäß dem vorliegenden Erlaß gewährt wurden.

Diese Liste beinhaltet folgende Informationen:

— Name, Vorname, Erzeugernummer, Nummer des Betriebs und vollständige Anschrift des Antragstellers;

— Betrag des in Artikel 2 angeführten Kredits.

Dieser Liste wird eine Abschrift der in Artikel 4 angeführten Erklärung auf das Ehrenwort beigelegt, sowie eine Abschrift der Rechnung des Pflichtbeitrags für jeden Betrieb an den Fonds für Tiergesundheit für das Jahr 1998.

Die Kreditanstalten haben sicherzustellen, daß die in Artikel 4 angeführten Bedingungen für die Gewährung des Kredits beachtet werden.

Der Prozentsatz der Einnahmen aus der Schweinespekulation wird auf der Grundlage der durchschnittlichen Standardbruttospalten je Produktion berechnet. Diese Berechnung führt das Forschungszentrum für Agrarwirtschaft gemäß der in der Anlage angeführten Tabelle durch.

Art. 6 - Unbeschadet der im Königlichen Erlaß vom 31. Mai 1933 vorgesehenen Strafmaßnahmen bezüglich der Erklärungen in Sachen Zuschüsse, wird die durch den vorliegenden Erlaß vorgesehene Bürgschaft den Antragstellern verweigert, wenn diese eine Erklärung gemacht haben, die sich nach Überprüfung ganz oder teilweise als falsch erweist, oder wenn sie die in Artikel 4, letzter Absatz, erläuterte Verpflichtung nicht einhalten.

Die Verwaltung ist dazu ermächtigt, zur Überprüfung der Erklärungen und zum Entzug der regionalen Bürgschaft alle Rechtsmittel geltend zu machen.

Art. 7 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 8 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Dezember 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage

Nummer des Betriebs :
Name :Vorname(n) (oder Name des Verwalters) :
Straße Nr.
PLZ :Gemeinde :

Durchschnittliche Standardbruttospannen (92/93 – 96/97)

Bezeichnung der Erzeugnisse	I Standardbrutto- spannen (BEF)	II Anzahl
Pflanzliche Erzeugnisse :		(ha : a)
Winterweizen	46.240	
Sommerweizen und Spelz	37.150	
Roggen	33.900	
Wintergerste	37.320	
Sommergerste	29.890	
Hafer	32.950	
Körnermais	38.150	
Sonstiges Getreide und Getreidemischungen	37.350	
Futtererbsen, Puffbohnen, Feldbohnen, Wicken, Süßlupinen	34.820	
Sonstiges Trockengemüse (Bohnen, Getreide- und Gemüse-mischungen...)	33.130	
Kartoffeln (einschl. Setzlinge)	81.570	
Zuckerrüben	84.880	
Tabak	465.380	
Hopfen	165.000	
Ölpflanzen	23.200	
Heilpflanzen, Duftstoffpflanzen und Gewürzpflanzen	59.000	
Andere zum Gewerbegebrauch angebaute Pflanzen	46.100	
Buschbohnen und -erbsen, die unreif für die Verarbeitungsindustrie geerntet werden	47.500	
Sonstiges Frischgemüse im Freilandanbau	110.200	
Landwirtschaftliches Saatgut und Setzlinge	71.700	
Nicht beihilfebegünstigtes Brachland	0	
Beihilfeempfangendes Brachland ohne wirtschaftliche Nutzung	16.950	
Sonstiger Ackerlandanbau	36.700	
Intensiver Feldanbau von Frischgemüse	434.900	
Erdbeeren im Freilandanbau	1.398.350	
Sonstige Blumen und Außenzierpflanzen	1.957.600	
Obstbäume und Beeren	350.400	
Tierische Erzeugnisse	pro Kopf	
Männliche Rinder, jünger als ein Jahr	15.700	
Weibliche Rinder, jünger als ein Jahr	11.000	
Weibliche Rinder älter als 1 und jünger als 2 Jahre	11.350	
Weibliche Rinder, älter als 2 Jahre	8.650	
Milchkühe	48.493	
Männliche Rinder, älter als 1 und jünger als 2 Jahre	18.070	
Männliche Rinder, älter als 2 Jahre	22.390	
Mutterkühe	16.220	
Pferde	7.760	
Schafe	1.930	

Bezeichnung der Erzeugnisse	I Standardbrutto- spannen (BEF)	II Anzahl
Ziegen	9.920	
Mastschweine	2.720	
Zuchtsäue	11.071	
Ferkel von weniger als 20 Kg	2.720	
Fleischhähnchen	41	
Legehennen	64	
Geschätzte gesamte Standardbruttospanne (Summe IxII)		
Standardbruttospanne aus der Schweineproduktion		
	Ergibt	%
Gelesen und genehmigt, der Betreiber (Unterschrift)	(Datum)	

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 1998 über eine Sonderbeihilfe im Bereich des Schweinefleisches: Bürgschaft der Wallonischen Region für einen Umlaufvermögensonderkredit, in der Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 10. Dezember 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 304

[C - 99/27053]

**10 DECEMBER 1998. — Besluit van de Waalse Regering inzake een bijzondere steun aan de varkenssector
Garantie van het Waalse Gewest op een bijzonder krediet voor bedrijfskapitaal**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds, gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1971, 15 maart 1976, 3 augustus 1980 en 15 februari 1990;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 inzake steun aan de landbouw;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën van 8 december 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat bijzondere steunmaatregelen onverwijld moeten worden genomen ten gunste van de varkensproducenten als gevolg van de ongekende crisis die zij doorstaan en het geleden verlies;

Overwegende dat een dringende hulp moet worden verleend aan de landbouwers die hun betalingen bijna staken wegens de prijzenstilstand die hen erg benadeelt en hun geldmiddelen schaadt;

Gelet op het overleg van 1 december 1998 met de representatieve vakorganisaties van de in een Groen Front verenigde landbouwers;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Op hun verzoek kan aan de landbouwers in hoofdberoep wiens ontvangsten van de varkensspeculatie minstens 20 % van de globale bedrijfsontvangsten bedragen de garantie van het Waalse Gewest op een bijzonder krediet voor bedrijfskapitaal toegekend worden overeenkomstig de volgende bepalingen.

Art. 2. Het bedrag van het krediet wordt berekend op basis van 8 000 BEF per zeug. Het aantal zeugen is hetwelk vermeld is op de factuur van de verplichte bijdrage voor het fonds voor de gezondheid van dieren, jaar 1998, waarvan de landbouwers een copie bij hun aanvraag moeten voegen.

Er wordt geen garantie verleend voor een krediet waarvan het bedrag, per bedrijf, lager dan 80 000 BEF of hoger dan 1 200 000 BEF is.

Art. 3. Het door een erkende kredietinstelling toegekend krediet zal automatisch een garantie van het Waalse Gewest genieten ten belope van 75 % van het bedrag. Dit krediet wordt in drie jaren terugbetaald.

Art. 4. De verlening van de garantie is bovendien onderworpen aan volgende voorwaarden :

— de aanvrager moet, vóór 28 februari 1999, een kredietaanvraag indienen bij een erkende kredietinstelling, die aan de voorwaarden van dit besluit voldoet;

— de aanvrager verbindt zich ertoe, zichzelf of één van zijn rechthebbenden, de exploitatie voort te zetten ten minste tot 31 december 1999;

— overeenkomstig dit besluit verbindt de aanvrager zich ertoe slechts een aanvraag in te dienen bij één enkele kredietinstelling;

— de aanvrager verbindt zich ertoe gevolg te geven aan elk verzoek van de verantwoordelijke van het landbouwdistrict van zijn ambtsgebied die de naleving van de bepalingen van dit besluit controleert.

Art. 5. De kredietinstellingen moeten de lijst van de krachtens dit besluit toegekende kredieten aan de Directie Structuren van het Directoraat-generaal Landbouw laatstens op 31 maart 1999 doen toekomen.

Deze lijst bevat volgende inlichtingen :

— naam, voornaam, nummer van de producent en van het bedrijf en volledig adres van de aanvrager;

— bedrag van het in artikel 2 voorziene krediet.

Bij deze lijst wordt een copie gevoegd van de in artikel 4 voorziene verklaring op erewoord, alsook van de factuur van de verplichte bijdrage van ieder bedrijf voor het fonds voor de gezondheid van dieren, jaar 1998.

De kredietinstellingen moeten zorgen voor de naleving van de in artikel 4 vermelde toekenningsvoorwaarden.

De berekening van het percentage van de ontvangsten voortkomend uit de varkensspeculatie wordt vastgesteld op grond van de gemiddelde standaard brutomarges per productie die worden vastgesteld door het onderzoekscentrum voor landbouweconomie, overeenkomstig de in bijlage opgenomen tabel.

Art. 6. Onverminderd de straffen bedoeld in het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen inzake toelagen, wordt de bij dit besluit bepaalde garantie niet verleend aan aanvragers van wie de aangifte na onderzoek geheel of gedeeltelijk vals blijkt te zijn of die de in artikel 4, laatste lid, bedoelde verbintenis niet naleven.

Het bestuur mag alle wettelijke middelen gebruiken om de verklaringen te onderzoeken en de garantie van het Gewest in te trekken.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 8. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 december 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

—
Bijlage

Nummer van het bedrijf :
Naam :Voornamen (of naam van de beheerder) :
Straat, nr.
Postnummer : Gemeente :

Gemiddelde standaard brutomarges (92/93 - 96/97)

Benaming van de producten	I Standard bruto- marges (BEF)	II Aantal
Gewassen :		(ha : a)
Wintertarwe	46.240	
Voorjaarstarwe en spelt	37.150	
Rogge	33.900	
Wintergerst	37.320	
Voorjaarsgerst	29.890	

Benaming van de producten	I Standard brutomarges (BEF)	II Aantal
Haver	32.950	
Korrelmais	38.150	
Andere graangewassen en vermengingen van gewassen	37.350	
Erwten, bonenplanten, veldbonen, wikke, lupine	34.820	
Andere peulvruchten (bonen, vermengingen van gewassen en groenten, ...)	33.130	
Aardappels (pootaardappels inbegrepen)	81.570	
Suikerbieten	84.880	
Tabaksplanten	465.380	
Hop	165.000	
Oliehoudende planten	23.200	
Geneeskrachtige, aromatische en specerijplanten	59.000	
Andere voor de industrie geteelde planten	46.100	
Voor de verwerkingsindustrie vers geoogste erwten en stambonen	47.500	
Andere volgrondse teelten van verse groenten	110.200	
Zaad en pootgoed voor de landbouw	71.700	
Niet-gesubsidieerd braakland	0	
Gesubsidieerd braakland zonder economische exploitatie	16.950	
Andere teelten op bouwland	36.700	
Verse groenten van intensieve vollegrondsgroenteteelt	434.900	
Vollegrondteelt van aardbeien	1.398.350	
Andere vollegrondsierbloemen en planten	1.957.600	
Fruïtbomen en bessen	350.400	
Dierenproducties	Eenheden	
Runderen van minder dan 1 jaar, mannelijk	15.700	
Runderen van minder dan 1 jaar, vrouwelijk	11.000	
Runderen van 1 tot 2 jaar, vrouwelijk	11.350	
Runderen van 2 jaar en ouder, vrouwelijk	8.650	
Melkkoeien	48.493	
Runderen van 1 tot 2 jaar, mannelijk	18.070	
Runderen van 2 jaar en ouder, mannelijk	22.390	
Zogende koeien	16.220	
Paardachtigen	7.760	
Schape	1.930	
Geiten	9.920	
Mestvarkens	2.720	
Fokzeugen	11.071	
Speenvarkens van minder dan 20 kg	2.720	
Slachtkippen	41	
Legkippen	64	
Geraamde totale standaard brutomarge (som IxII)		
Standaard brutomarge voortkomend uit de varkensproductie		
	hetzij	%
Gezien en goedgekeurd, de uitbater (handtekening)	(datum)	

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 10 december 1998 inzake een bijzondere steun aan de varkenssector. Garantie van het Waalse Gewest op een bijzonder krediet voor bedrijfskapitaal.
Namen, 10 december 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 99 — 305

[C - 99/27056]

**21 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
déterminant les modalités de transfert de membres du personnel de la Région wallonne
à la Société wallonne du Logement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment l'article 205;
Vu l'avis de la Société régionale wallonne du Logement du 9 novembre 1998;
Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 novembre 1998;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 novembre 1998;
Vu le protocole n° 286 du Comité de secteur n° XVI, établi le 4 décembre 1998;
Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 15 décembre 1998;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que le Code wallon du Logement qui transfère les aides aux organismes publics et privés de la Région wallonne à la Société wallonne du Logement lorsque ces aides sont demandées par les sociétés de logement de service public entre en vigueur le 1^{er} mars 1999 et que, partant, le transfert des fonctionnaires doit être effectif à cette date en vue d'assurer la continuité du service;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 22 décembre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique et du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° membres du personnel : les fonctionnaires, les stagiaires et les membres du personnel engagés par contrat de travail, à l'exception des agents bénéficiaires d'un contrat de remplacement, membres du personnel de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne;

2° Ministres : le Ministre qui a l'Administration dans ses attributions et le Ministre chargé du Logement;

3° secrétaire général : le secrétaire général du Ministère de la Région wallonne;

4° Société : la Société wallonne du Logement.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, les stagiaires sont considérés comme titulaires du grade pour lequel ils se sont portés candidats.

Les membres du personnel engagés par contrat de travail sont censés être titulaires du grade correspondant à l'emploi pour lequel chacun d'eux a été engagé ou, en cas de silence du contrat au sujet de cet emploi, du grade auquel est liée l'échelle de traitements dans laquelle sa rémunération est fixée.

Art. 2. Les membres du personnel sont invités individuellement à poser leur candidature, par écrit, dans les dix jours ouvrables à dater du jour du dépôt du pli recommandé au domicile de l'agent, à un transfert à la Société, sur un des emplois énumérés dans l'ordre de service, conformément aux dispositions fixées à l'article 3.

Les candidatures sont accompagnées d'un curriculum vitae.

Les candidats adressent directement leur demande au secrétaire général qui en accuse réception; ils font parvenir une copie de leur demande à leur supérieur hiérarchique.

Le secrétaire général transmet les demandes aux Ministres.

Art. 3. Les membres du personnel qui ont déposé leur candidature à un transfert à la Société sont répartis en deux groupes : un premier groupe reprenant les membres du personnel de la Direction des subventions aux organismes publics et privés et un deuxième groupe reprenant les autres membres du personnel de la Direction générale.

Les membres du premier groupe bénéficient de la priorité pour le transfert. En cas d'insuffisance d'agents du premier groupe pour occuper un emploi visé, les membres du personnel du deuxième groupe sont transférés à la Société pour autant que leur transfert ne porte pas atteinte à l'intérêt du service.

Dans chacun des groupes, les membres du personnel sont classés comme suit :

1° les fonctionnaires;

2° les stagiaires;

3° les membres du personnel engagés par contrat de travail.

Dans chacun des groupes énumérés à l'alinéa 3, les membres du personnel sont classés comme suit :

1° le membre du personnel le plus ancien en grade;

2° à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;

3° à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.